



Elteren Getrennt (a.s.b.l.)

*MONSIEUR LE MINISTRE DE LA JUSTICE,
MONSIEUR FÉLIX BRAZ*

13, RUE ERASME
L-2934 LUXEMBOURG

LUXEMBOURG, LE 17 NOVEMBRE 2014

Concerne : **La non-représentation d'enfants**

Monsieur le Ministre,

L'association « Elteren Getrennt » (a.s.b.l.) a suivi avec intérêt la prise de position du Parquet au sujet de la problématique des plaintes pour non-représentation d'enfants qui est intervenue cinq mois après le courrier que nous avons adressé à Monsieur le procureur général d'Etat.

Nous sommes étonnés de l'attitude du Parquet, lequel nous semble vouloir réduire le débat à l'interprétation de chiffres (qu'il est d'ailleurs le seul à pouvoir produire). Cette attitude ne fait qu'éluder le vrai débat, qui est la non poursuite quasi systématique par les autorités judiciaires des plaintes pour non-représentation d'enfants, et par conséquence, l'accroissement inutile du risque d'une rupture du lien parental.

« Elteren Getrennt » n'a jamais revendiqué l'intervention de la police dans le but de ramener de force un enfant chez l'autre parent, et bien au contraire, nous sommes d'avis qu'il est de l'obligation des adultes de régler leurs problèmes sans y impliquer les enfants !

Insinuer également que les chiffres sont gonflés par des parents qui déposent plainte pour non-représentation, due à une mauvaise interprétation du jugement ou au fait de ne pas savoir distinguer l'année paire de l'année impaire, ne contribue en rien au débat sur une problématique qui est bien réelle aux yeux de l'opinion publique. Par ailleurs, si l'interprétation des jugements pose autant de problèmes, ne devrait-on pas se poser des questions sur la clarté rédactionnelle de certains jugements, surtout au niveau de la définition du droit de visite et d'hébergement ?

Siège Social: 3a Boulevard Prince Henri
Téléphone(s) : Présidente : 621 631 166
info@elterengetrennt.lu

L-1724 Luxembourg
Président : 621 633 066
www.elterengetrennt.lu

Régulièrement, des parents sont privés de leur(s) enfant(s) pendant des périodes plus ou moins longues, du simple fait qu'un parent se sent à l'abri de toute poursuite judiciaire malgré les plaintes pour non-représentation d'enfants que l'autre parent dépose, étant donné qu'il est de notoriété publique que ces délits ne sont que rarement poursuivis.

Un de nos membres s'est fait dire par le parent gardien, avocat de profession, qu'il pouvait déposer autant de plaintes qu'il le souhaitait, puisque de toute manière ces plaintes pour non-représentation d'enfants « *finissent dans la poubelle bien profonde du Parquet* » !!! Et malheureusement, à ce jour, ce parent gardien a eu raison...

Souvent, et nous pouvons en témoigner pour en être régulièrement alertés, le Parquet se limite à informer le plaignant de l'inopportunité de la poursuite de ces plaintes pour non-représentation d'enfants, et nous citons: « *Le parquet estime les poursuites inopportunes, la voie pénale n'étant pas la solution dans cette affaire* ».

Dans un énième dossier qui nous est également communiqué, le parent gardien a refusé de remettre les enfants au parent non gardien pendant une des périodes de vacances qui lui revenaient par jugement. Le parent non gardien a porté plainte, et le parent gardien a estimé par écrit que « *... même si le jugement n'en fait pas état, j'estime que c'est mon droit de partir en vacances avec mes enfants....* ». Le Parquet n'a pas réagi à la plainte, malgré la déclaration explicite du parent gardien de se soustraire au jugement, et malgré le fait qu'il n'en était pas à sa première violation de ce jugement.

Dans un autre cas qui nous est communiqué, face à l'attitude passive du Parquet, et après le dépôt de plusieurs plaintes pour non-représentation d'enfants, un avocat s'est récemment adressé au Tribunal d'arrondissement à Luxembourg via une « citation directe » du parent gardien devant le juge pour l'audience du **27 octobre 2014** (les faits de non représentation ayant eu lieu en août et septembre 2014). Invoquant l'urgence de la situation, l'avocat a insisté pour que l'affaire soit plaidée à brève échéance. L'affaire a alors été fixée pour plaidoirie à l'audience du **23 février 2015**, étant précisé que le Président du tribunal a d'ores et déjà indiqué à l'appel des causes du 27 octobre 2014 qu'il n'était pas certain que la voie pénale serait la voie appropriée pour traiter ce genre de situation et que l'avocat ferait mieux de saisir le tribunal de la jeunesse et des tutelles ». Dont acte !

Pour revenir à la difficulté qu'auraient certains parents et leurs conseillers à interpréter les jugements, comment un avocat peut-il, pour justifier le « délit » de son client, argumenter que « *l'ordonnance de référé est inexécutable en l'état* » ou encore que « *on ne peut pas exécuter une ordonnance qui est formellement contestée et erronée* » pour justifier une non-représentation d'enfants alors que le juge en a spécifiquement ordonné l'exécution provisoire ? Le parent non gardien a porté de nombreuses plaintes pour non-représentation, mais du côté du Parquet, rien n'a bougé pendant des mois.

De nombreux avocats ont tendance à déconseiller à leurs clients de déposer plainte pour non-représentation d'enfants, puisque cette démarche serait désapprouvée par le Tribunal de la jeunesse et des tutelles, et serait susceptible de les discréditer en les désignant comme « mauvais parents » ou « parents querelleurs » ... ! Les avocats des enfants conseillent également aux parents, privés de leur(s) enfant(s), de ne pas porter plainte pour les mêmes raisons.

Ainsi, il n'est donc pas étonnant de constater que cette attitude passive du système judiciaire a développé dans l'opinion publique l'idée que la non-représentation d'enfants est un délit laissé sans conséquences, contrairement à « l'abandon de famille » qui est, lui, immédiatement et sévèrement sanctionné.

Combien de parents non gardiens se sont résignés devant cet état des faits avec pour conséquence dramatique, la rupture du lien avec leur(s) enfant(s) ? ***Or, l'intérêt de l'enfant n'est-il pas de lui permettre de garder un contact régulier et serein avec ses deux parents, qu'ils soient divorcés, séparés ou pas ?*** Les statistiques présentées par le Parquet ne renseignent pas sur les cas « clôturés » avec une rupture du lien parental. D'autres instances comme l'O.R.K., l'Office National de l'Enfance et de nombreuses a.s.b.l. sont par la suite appelés à prendre la relève pour encadrer au mieux qu'ils peuvent, ces enfants issus de familles déchirées suite à la non poursuite desdits délits ou suite encore à une réaction tardive, c'est-à-dire lorsque le conflit entre parents est bien réel et les enfants aliénés.

Vous serez certainement d'accord avec nous, Monsieur le ministre, pour dire que ***les non-représentations d'enfants intensifient lourdement les conflits entre parents qui se séparent***, et il n'est donc pas étonnant que le législateur ait qualifié la non-représentation d'enfants comme un délit. Ne faudrait-il dès lors pas, Monsieur le ministre, que le Ministère public veille à l'exécution des jugements, et ce, dès le dépôt de la première plainte dans le seul but de protéger les enfants des parents malveillants et aliénants ?

Malheureusement, nous sommes régulièrement témoins de situations où le Juge des référés et le Juge de la jeunesse rendent des ordonnances et des jugements « clairs », et lorsque ceux-ci ne sont pas respectés, les instances compétentes refusent de traiter les plaintes et renvoient le parent lésé à la case départ afin qu'un nouveau jugement soit prononcé. Cette pratique n'est bien évidemment pas tolérable et est contraire, entre autres, à l'article 11 de notre Constitution¹.

Quant à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, il vise entre autre à protéger l'individu contre les ingérences arbitraires des pouvoirs publics dans sa vie privée et familiale. Cependant, la Cour européenne des droits de l'homme rappelle régulièrement aux Etats signataires de la Convention qu'ils ont également « des obligations positives inhérentes à un respect effectif de la vie privée ou familiale » et ce « en adoptant des mesures visant au respect de la vie familiale ». ²

Dans ce même contexte, les Etats signataires de la Convention doivent également veiller au respect des décisions de justice et mettre en place un arsenal juridique adéquat et suffisant pour assurer les droits légitimes des citoyens, dont le maintien du lien parental. Ces Etats doivent ainsi adopter des mesures propres **favorisant la réunion du parent et de son enfant, y compris en cas de conflit opposant les deux parents**.

La Cour européenne des droits de l'homme précise également que les ingérences positives des Etats ne doivent pas se limiter à veiller à ce que l'enfant puisse rejoindre son

¹ L'article 11 de la constitution dispose notamment que « L'Etat garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille ; ... ; L'Etat garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi ».

² Cour Européenne des Droits de l'Homme : Arrêt du 17 décembre 2013 - Affaire Nicolò c. Italie

parent ou avoir un contact avec lui, mais qu'elles englobent également **l'ensemble des mesures préparatoires permettant de parvenir à ce résultat.**

L'Italie s'est fait condamner en 2013 et le Luxembourg risque de se faire condamner la prochaine fois que la Cour des droits de l'homme sera saisie sur les bases de ce qui précède. L'Etat luxembourgeois ne saura dorénavant plus motiver ses décisions par le seul « intérêt supérieur de l'enfant » qui est un concept très respectable, mais dont l'usage est souvent abusé pour palier aux déficiences de l'arsenal juridique en place et/ou de l'usage qui en est fait, conduisant trop souvent à des ruptures du lien parental alors qu'il est dans l'intérêt supérieur des enfants d'avoir un contact avec leurs deux parents.

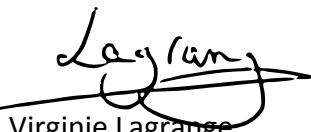
Dés lors, l'Association « Elteren Getrennt » ne comprend pas cette réticence de recourir aux instruments juridiques déjà en place, tant au niveau civil que pénal, pour que le droit à la vie privée et familiale soit respectée, que les parents soient séparés ou pas, et que les enfants soient légitimes ou naturels. Au vu de ce qui précède, on pourrait se demander *si le Tribunal de la jeunesse et des tutelles ne s'est pas autoproclamé seul gardien du respect des droits des enfants et des familles à Luxembourg en cas de séparation ou de divorce !*

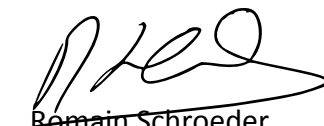
Enfin, l'association « Elteren Getrennt » (a.s.b.l.) a été d'autant plus surprise et déçue de la prise de position du Parquet que depuis sa constitution, elle a eu l'occasion de rencontrer un certain nombre de services de l'Etat en charge des enfants mineurs à problèmes, et tous, sans exception aucune, nous ont fait part du fait que la non-représentation, et par conséquent la rupture du lien parental, est un problème réel et grandissant dans notre société avec des conséquences négatives directes et majeures sur nos enfants.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, Monsieur le ministre, de faire usage de l'article 19 du nouveau Code d'instruction criminelle³ pour inciter le Parquet à intervenir systématiquement dès le dépôt de la première plainte dans les affaires de non représentation d'enfants et ceci, dans le seul but **de protéger les enfants** dans les situations de séparation ou de divorce des parents. Une fois qu'il est bien établi dans l'opinion publique que la non représentation d'enfants est un délit qui est poursuivi d'une manière systématique au même titre que l'abandon de famille, les abus en matière du droit de visite et d'hébergement disparaîtront d'eux-mêmes.

Nous restons bien évidemment à votre disposition, pour discuter avec vous de vive voix de la problématique des non-représentations d'enfants et de leurs conséquences sur les enfants.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de notre plus haute considération.


Virginie Lagrange
Présidente


Romain Schroeder
Président

³ Art. 19. (L. 16 juin 1989) Le ministre de la Justice peut dénoncer au procureur général d'Etat les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le ministre juge opportunes.

Si le ministre de la Justice peut ordonner au ministère public d'engager une poursuite pénale, il ne peut en aucun cas lui donner des ordres astreignants ou péremptoires de s'abstenir d'une poursuite déterminée. Ch. des mises 24 janvier 1972, 22,110.

Copie de la présente a été transmise pour information :

- A Mesdames et Messieurs les Députés
- Au Procureur général d'Etat
- Au Procureur d'Etat de Luxembourg
- Au Procureur d'Etat de Diekirch
- Au Président du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg
- Au Président du Tribunal d'Arrondissement à Diekirch
- Au Président du Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles
- Au Président de la Cour d'Appel
- Au Président de la Cour de Cassation
- Au Président de la Cour Constitutionnelle
- A Madame Lydie Err, Médiateur
- Au Barreau de Luxembourg
- A la presse